

## Des milliers de Honduriens sur les routes

Le drame des réfugiés ne concerne pas seulement l'Europe. Des milliers de réfugiés honduriens ont forcé ces derniers jours les passages entre le Honduras et le Guatemala puis le Mexique.

« *Laissez- nous passer !* », criait la foule, avant de franchir les frontières. Les images diffusées par les médias mexicains ont montré des femmes et des enfants s'écroulant sur le sol, épuisés par leur périple de plusieurs centaines de kilomètres à pied.

2 000 personnes avaient quitté, samedi 13 octobre, San Pedro Sula, la seconde ville du Honduras, répondant à un appel lancé sur les réseaux sociaux. En chemin, leur « caravane » a été rejointe par d'autres portant leur nombre à 5.000.

Ils sont bloqués, à l'heure où je vous parle, à la frontière mexicaine et ont accueilli sur leur chemin d'autres candidats à l'exil d'Amérique centrale.

Le Conseil épiscopal latino-américain indique que « comme les antiques hébreux, le peuple hondurien chemine dans son exode, fuyant l'esclavage politique et économique imposé par la corruption et la détérioration des systèmes de gouvernement. »

Il s'agit principalement de paysans, hommes, femmes et enfants, mais aussi de personnes handicapées, certaines en fauteuils roulants, frappés par la pauvreté, la violence et la corruption.

Différents moyens de communication numériques et réseaux sociaux du Honduras et du Guatemala ont diffusé une partie du trajet de la caravane en direct. Les images montrent une foule sans cesse augmentant en nombre.

La caravane est partie de San Pedro Sula en chantant l'hymne national hondurien, en priant et en scandant à haute voix des slogans tels que « « Oui, c'est possible », « Honduras nous t'aimons », « Nous avons le droit », « Nous ne sommes pas des criminels mais des migrants ».

Au cours des dix dernières années, plusieurs centaines de syndicalistes, militants associatifs, dirigeants de l'opposition, journalistes, avocats ont été assassinés au Honduras. Le président élu Zelaya, un homme de droite, a été destitué en 2009 sur ordre de Washington pour la simple raison qu'il souhaitait plus de souveraineté pour son pays. L'Union européenne, les « démocraties » de notre

continent n'ont trouvé rien de contestable à un tel acte, comme elles ne prêtent aucune attention aux crimes quotidiens commis par les groupes paramilitaires aux ordres de l'oligarchie locale.

Le Honduras, deuxième producteur de bananes dans le monde, est entre les mains de « Chiquita », ex-United Fruit, qui rafle la presque totalité des exportations.

Le Honduras, c'est une mortalité infantile record, l'interdiction de l'avortement puni de prison, une pauvreté massive, un nombre d'homicides volontaires en progression constante, un fort taux d'analphabétisme.

Le candidat de la gauche a remporté les élections l'année dernière. Mais c'est le candidat soutenu par les Etats-Unis qui a été déclaré élu sans réaction de l'Union européenne qui a passé sous silence les conclusions de sa mission sur place. Depuis, la situation n'a cessé de s'aggraver.

Furieux, Donald Trump a brandi un possible recours à l'armée pour fermer la frontière avec le Mexique si son voisin du sud ne stoppait pas cette marée humaine. Le président des Etats-Unis a aussi menacé de couper l'aide américaine aux pays d'Amérique centrale concernés.

Comme on le voit, la question des réfugiés et des migrations économiques est mondiale. En Amérique centrale, elle a pris des dimensions considérables.

**José Fort**